

## Deuxième Partie : L'organisation internationale de l'aviation civile.

### Chapitre IX : Le conseil.

#### Composition et élection du conseil.

##### Article 50 :

a) Le conseil sera un organisme permanent, relevant de l'assemblée et sera composé de vingt et un Etats contractants élus par l'assemblée. Il sera procédé à une élection à la première session de l'assemblée et ensuite tous les trois ans ; les membres du conseil ainsi élus resteront en fonctions jusqu'à l'élection suivante.

b) En élisant les membres du conseil, l'assemblée donnera une représentation appropriée :

1° Aux Etats d'importance majeure en matière de transport aérien ;

2° Aux Etats non représentés par ailleurs qui contribuent le plus aux facilités pour la navigation aérienne civile internationale ;

3° Aux Etats non représentés par ailleurs dont la nomination assurera la représentation au conseil de toutes les principales régions géographiques du monde.

Toute vacance au sein du conseil sera comblée dès que possible par l'assemblée ; tout Etat membre ainsi élu au conseil restera en fonction jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

c) Aucun représentant au conseil d'un Etat contractant ne pourra avoir une part active ou des intérêts financiers dans l'exploitation d'un service aérien international.

Président du conseil.

Article 51 : Le conseil élira son président pour une période de trois ans ; celui-ci sera rééligible ; il n'aura pas droit de vote. Le conseil élira en son sein un ou plusieurs vice-présidents qui conserveront leur droit de vote lorsqu'ils feront fonction de président. Le président ne sera pas nécessairement choisi parmi les membres du conseil ; mais, si l'un des membres du conseil est élu président, sa place sera considérée comme vacante et il y sera pourvu par l'Etat qu'il représentait.

Les fonctions du président seront les suivantes :

a) Convoquer le conseil, le comité du transport aérien et la commission de la navigation aérienne ;

b) Agir comme représentant du conseil ;

c) Exercer au nom du conseil toutes fonctions qui pourraient lui être dévolues par celui-ci.

#### Votation du conseil.

Article 52 : Les décisions du conseil devront être approuvées par la majorité de ses membres. Le conseil pourra déléguer autorité, relativement à un sujet déterminé, à un comité choisi

parmi ses membres. Tout Etat contractant intéressé pourra en appeler auprès du conseil des décisions de tout comité du conseil.

Participation sans droit de vote.

Article 53 : Tout Etat contractant pourra participer, sans avoir droit de vote, à l'examen par le conseil, ses comités ou ses commissions, de toute question affectant directement ses intérêts. Aucun membre du conseil ne votera lors de l'examen par le conseil d'un litige auquel il est partie.

Fonctions obligatoire du conseil.

Article 54 : Le conseil devra :

- a) Soumettre des rapports annuels à l'assemblée ;
- b) Mettre à exécution les directions de l'assemblée et s'acquitter de tous les devoirs et obligations qui lui incombent de part la présente convention ;
- c) Etablir son organisation et ses règles de procédure ;
- d) Nommer un comité du transport aérien, qui sera composé de représentants des membres du conseil et sera responsable envers celui-ci, et en définir les attributions ;
- e) Instituer une commission de navigation aérienne, conformément aux dispositions du chapitre X ;
- f) Administrer les finances de l'organisation, conformément aux dispositions des chapitres XII et XV ;
- g) Fixer les émoluments du président du conseil ;
- h) Nommer un agent exécutif principal qui portera le titre de secrétaire général et prendra toutes dispositions pour la nomination de tout autre personnel nécessaire, conformément aux dispositions du chapitre XI ;
- i) Demander, réunir, étudier et publier tous renseignements relatifs aux progrès de la navigation aérienne et à l'exploitation des services aériens internationaux, y compris tous renseignements sur
  - j) les frais d'exploitation et le détail des subventions provenant des fonds publics accordées aux entreprises de transports aériens ;
- k) Aviser les Etats contractants de toute infraction à la présente convention, ainsi que de tout manquement aux recommandations ou aux décisions du conseil ;
- l) Aviser l'assemblée de toute infraction à la présente convention au cas où un Etat contractant ne prendrait pas les mesures nécessaires dans un délai raisonnable après que cette infraction lui aura été signalée ;

m) Adopter, conformément aux dispositions du chapitre VI de la présente convention, les standards internationaux et les méthodes recommandées qui, pour plus de commodité, constitueront des annexes à la présente convention ; notifier à tous les Etats contractants les dispositions prises à cet effet ;

n) Examiner les propositions d'amendement aux annexes présentées par la commission de la navigation aérienne, et prendre toutes mesures utiles conformément aux dispositions du chapitre XX ;

o) Examiner toute question relative à la convention dont il pourrait être saisi par un Etat contractant.

Fonctions facultatives au conseil.

Article 55 : Le conseil pourra :

a) S'il y a lieu et si l'expérience en démontre l'utilité, créer des commissions du transport aérien subordonnées, sur une base régionale ou autre, et désigner des groupes d'Etats ou d'entreprises de transports aériens auxquels il pourra s'adresser pour atteindre plus facilement les buts de la présente convention ;

b) Déléguer à la commission de la navigation aérienne toutes attributions en sus de celles déjà fixées par la présente convention et révoquer ou modifier à tout moment de telles délégations d'autorité ;

c) Diriger des recherches dans tous les domaines du transport aérien et de la navigation aérienne présentant un intérêt international ; communiquer les résultats de ses recherches aux Etats contractants et faciliter l'échange, entre Etats contractants, d'informations en matière de transport aérien et de navigation aérienne ;

d) Etudier toute question ayant trait à l'organisation et à l'exploitation des transports aériens internationaux, y compris la propriété et l'exploitation internationale de services aériens internationaux sur les routes principales et soumettre à l'assemblée des projets s'y rapportant ;

e) Enquêter, à la demande de tout Etat contractant, sur toute situation susceptible d'opposer au développement de la navigation aérienne internationale des obstacles évitables et, ces enquêtes terminées, faire tous rapports qui lui sembleraient indiqués.